



Assemblée générale

Distr. générale
22 septembre septembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Point 72 de l'ordre du jour

Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale pour la célébration du vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

Note du Président de l'Assemblée générale

J'ai l'honneur de distribuer, en application de la résolution 75/320 du 2 septembre 2021, le présent document récapitulatif des déclarations préenregistrées faites pendant la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale pour la célébration du vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et soumises à la présidence au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée.

Les déclarations figurant dans le présent document ont été prononcées dans la matinée du mercredi 22 septembre 2021, à la 5^e séance de l'Assemblée générale (voir A/76/PV.5).

Conformément à la résolution 75/320, et sans que cela crée de précédent pour les futures réunions de haut niveau, les procès-verbaux de la réunion de haut niveau s'accompagneront d'annexes où figureront les déclarations préenregistrées qui auront été soumises à la présidence de l'Assemblée générale au plus tard le jour de leur diffusion dans la salle de l'Assemblée générale. Les déclarations doivent être envoyées à l'adresse : estatements@un.org.



Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (voir aussi A/76/PV.5, annexe I)

Allocution de M^{me} Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Prononcée le mercredi 22 septembre 2021 à la 5^e séance de l'Assemblée générale

[Original: anglais]

Excellences, chers collègues,

Il y a 20 ans, la communauté internationale s'est réunie à Durban, en Afrique du Sud, pour prendre des mesures contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. L'élimination de ces atteintes à la dignité humaine, à l'égalité et aux droits était très clairement une question d'une extrême urgence.

Toutefois, deux décennies plus tard, les inégalités et les souffrances qu'elles entraînent pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine, les Asiatiques et les personnes d'ascendance asiatique, et les membres de minorités ethniques et religieuses, y compris les victimes de l'islamophobie et de l'antisémitisme, les peuples autochtones et les migrants, continuent d'empêcher toutes nos sociétés de progresser et de nuire tant au développement durable qu'à la cohésion sociale. Nous devons impérativement surmonter les controverses du passé et nous unir pour combattre le racisme et les discriminations qui y sont liées dans le monde d'aujourd'hui.

Excellences,

Nous avons pris des mesures qui ont jeté les bases d'un véritable changement.

La proclamation de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, la création d'un nouveau mécanisme d'experts chargé de faire progresser la justice raciale dans l'application de la loi et l'opérationnalisation de l'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine ont renforcé notre architecture mondiale de lutte contre le racisme.

En juillet, suite à la publication de notre rapport détaillé sur la discrimination raciale, notamment en matière d'application de la loi, j'ai présenté un programme de transformation pour la justice et l'égalité raciales en quatre points qui, je pense, définit les éléments de base pour faire des progrès tangibles et durables.

Des millions de personnes continuent toutefois de porter le fardeau des formes contemporaines et passées du racisme et de l'exclusion, notamment le déni historique de leur humanité, l'héritage de l'exploitation coloniale et l'asservissement inhumain et criminel de générations de femmes, d'hommes et d'enfants d'ascendance africaine. Il est important de s'attaquer à ces conséquences durables, notamment par des formes appropriées de réparation.

Les réparations doivent avoir une large portée et inclure des mesures de restitution, de réadaptation, de satisfaction et des garanties de non-répétition. Elles peuvent prendre la forme de reconnaissance et d'excuses officielles, de commémoration ou de réformes institutionnelles et éducatives. Pour que les réparations soient efficaces, tous ces éléments sont nécessaires.

Il convient toutefois de préciser que ces efforts ne doivent pas être uniquement symboliques et qu'ils exigent des investissements politiques, humains et financiers. Ces coûts doivent être évalués sur la base de l'enrichissement de nombreuses économies grâce à l'esclavage et à l'exploitation, et la prise en compte de cette réalité doit encourager à envisager sérieusement des réparations substantielles.

Comme le reconnaissent la Déclaration et le Programme d'action de Durban, il faut aussi renforcer et améliorer la coopération internationale en vue d'accroître l'égalité des possibilités d'échanges commerciaux, de croissance économique et de développement durable.

Pour tirer les enseignements du passé et ne laisser personne de côté à l'avenir, il est essentiel de promouvoir l'égalité non seulement au sein des pays, mais aussi entre eux, en transformant notre monde pour renforcer la durabilité sociale, économique et environnementale. J'encourage par ailleurs une plus grande mobilisation au niveau international en ce qui concerne ces questions de justice réparatrice.

Excellences,

Nous sommes à un tournant décisif pour faire avancer le programme de lutte contre le racisme.

Pour lutter efficacement contre la discrimination raciale et les inégalités dont sont victimes les personnes d'ascendance africaine, il faut adopter une approche globale, telle que définie dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban, et qui a été approfondie dans mon programme de transformation, avec des stratégies concrètes et des objectifs réalisables et assortis d'échéances.

Il sera également important d'aborder les manifestations multiples et intersectionnelles de la discrimination raciale. Une femme migrante, d'ascendance africaine et pauvre est confrontée à des formes multiples et intersectionnelles de discrimination, et la reconnaissance par la Déclaration et le Programme d'action de Durban des réalités de cette discrimination multiple doit être intégrée dans les lois et les politiques afin de lutter contre les inégalités et le racisme auxquels sont confrontées ces victimes et d'y remédier, notamment en prenant en compte les questions de genre.

Mon Bureau continuera d'appuyer l'action nationale et la coopération internationale pour éliminer la discrimination raciale et parvenir à la justice raciale, notamment en coordonnant les activités liées à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine.

Il faut toutefois préciser que le programme de lutte contre la discrimination nous concerne tous et nous appartient à tous, quelle que soit notre race, couleur, ascendance, origine ethnique ou nationale, affiliation, religion ou nos croyances. Toutes les parties prenantes doivent redoubler d'efforts pour mettre en œuvre les objectifs fixés à Durban.

Je salue en particulier le courage et la résilience des organisations de la société civile qui luttent contre le racisme dans le monde entier. La mobilisation militante actuelle laisse espérer qu'il est possible de garantir la justice raciale aux personnes d'ascendance africaine et à toutes les autres personnes victimes de discrimination raciale.

Je vous remercie.

Afrique du Sud (voir aussi A/76/PV.5, annexe II)

Allocution de. M. Cyril Ramaphosa, Président de la République sud-africaine

Prononcée le mercredi 22 septembre 2021 à la 5^e séance de l'Assemblée générale

[Original: anglais]

M. Abdulla Shahid, Président de l'Assemblée générale,
M. António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,
M^{me} Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme,

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Cela fait 20 ans que le monde a adopté la Déclaration et le Programme d'action de Durban et cela fait 25 ans que le peuple sud-africain a adopté une Constitution démocratique.

Dans cette Constitution, nous affirmons qu'en tant que Sud-Africains, nous sommes appelés à construire une société fondée sur la justice sociale et les droits de l'homme, pour corriger les injustices de notre passé. Ces mots s'appliquent également à toutes les injustices qui ont été commises contre de nombreux peuples à travers le monde.

L'esclavage a été l'une des périodes les plus sombres de l'histoire de l'humanité et un crime d'une barbarie inégalée. Son héritage persiste dans les Amériques, les Caraïbes, en Europe, au Moyen-Orient et même en Afrique. Des millions de descendants d'Africains vendus comme esclaves sont toujours pris au piège du sous-développement, de leur appartenance à un groupe défavorisé, de la discrimination et de la pauvreté.

L'Afrique du Sud appelle l'ONU à inscrire à son ordre du jour la question des réparations pour les victimes de la traite des esclaves. Nous appuyons l'adoption de mesures spéciales, y compris de programmes d'égalisation des chances et une aide financière ciblée, à titre de restitution pour les communautés dont les ancêtres ont été vendus comme esclaves. Nous soutenons également toutes les mesures qui sont prises pour remédier à la discrimination historique et contemporaine à l'égard des personnes d'ascendance africaine. Il s'agit notamment d'accroître la représentation des personnes d'ascendance africaine au sein des institutions mondiales et à des postes de direction.

Alors que nous nous efforçons de corriger les erreurs du passé, nous devons combattre le racisme, le sexisme et le chauvinisme national du présent. Le racisme à l'égard des minorités ethniques, des migrants, des réfugiés, de la communauté des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes (LGBTQI+) et d'autres groupes marginalisés a conduit à un refus d'accès à certaines possibilités, à une discrimination institutionnalisée et à la violence.

Il y a 20 ans, à la Conférence mondiale contre le racisme, nous avons pris l'engagement de prendre des mesures pour lutter contre la discrimination, afin d'apporter un nouvel espoir à des millions de personnes et de changer leur vie.

Tout comme nous unissons nos efforts pour combattre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), nous devons renouveler notre engagement à mettre en œuvre la Déclaration et le Programme d'action de Durban. Nous devons poursuivre cet objectif avec dynamisme et bonne volonté.

Mettre fin au racisme est dans l'intérêt de chacun d'entre nous. C'est l'humanisme qui doit nous guider et c'est la solidarité qui est notre plus grande force.

L'histoire nous appelle à redoubler d'efforts pour construire un monde sans racisme, pour redresser les torts du passé et pour rétablir la dignité humaine de tous.

Je vous remercie.

Représentante de la société civile (voir aussi A/76/PV.5, annexe III)**Allocution de M^{me} Barryl A. Biekman, représentante de la société civile**

Prononcée le mercredi 22 septembre 2021 à la 5^e séance de l'Assemblée générale

[Original: anglais]

Monsieur le Président,
Excellences, chers invités,
Salutations,

C'est un grand honneur d'avoir été choisie pour prononcer le discours principal au nom de la société civile, alors que l'Organisation des Nations Unies et toutes les personnes engagées en faveur de l'élimination du racisme commémorent avec fierté le vingtième anniversaire de l'adoption historique de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Personnellement, participer à l'adoption de cette Déclaration il y a 20 ans à Durban, dans un esprit de solidarité, pour porter la voix et protéger les droits de toutes les victimes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de tout ce qui y est associé, fut l'un des plus grands événements de ma vie.

Les personnes d'ascendance africaine attachent indubitablement une immense importance à la Déclaration et au Programme d'action de Durban, qui reconnaissent le calvaire que nous avons enduré en tant que premier groupe de victimes et qualifient la traite transatlantique des esclaves et l'esclavage de crimes contre l'humanité.

La Déclaration et le Programme d'action de Durban constituent un document populaire adopté à l'issue d'un processus préparatoire minutieux qui a pu compter sur une large participation aux réunions du comité préparatoire. Le vingtième anniversaire de son adoption mérite d'être commémoré.

Je saisis cette occasion pour remercier les ONG internationales amies qui représentent la société civile, en particulier les membres de la Coalition panafricaine pour Durban+20, notamment le mouvement du 12 décembre, qui a milité pour l'organisation de la troisième Conférence mondiale contre le racisme.

Monsieur le Président,

J'ai le cœur lourd, et je souhaite l'exprimer en utilisant l'expression « La vérité a le pouvoir intrinsèque de générer l'effet souhaité ». Cela vise à souligner que nous ne pouvons lutter efficacement contre les multiples formes de racisme que si nous tenons nos promesses : défendre et promouvoir la pleine mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, qui constituent le document universel le plus puissant parmi les programmes des Nations Unies visant la réalisation des droits de toutes les victimes du racisme dans une perspective intersectionnelle, notamment en ce qui concerne l'afrophobie, la discrimination raciale et la justice réparatrice, restaurative et climatique.

La campagne structurelle négative et persistante qui a pour but de dénigrer et de saper la Déclaration et le Programme d'action de Durban et leur mise en œuvre en tant que tels ne montre nullement qu'ils promeuvent le racisme, en particulier l'antisémitisme. Cette atteinte structurelle à la Déclaration et au Programme d'action de Durban sont un affront fait à tous ceux qui ont promu l'organisation de la troisième Conférence mondiale contre le racisme en garantissant l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban à l'issue d'un processus démocratique à large base. Sans la Déclaration et le

Programme d'action de Durban, nous ne serions pas aussi proches que nous le sommes aujourd'hui de nous doter d'une instance mondiale dédiée à reconnaissance des droits non réalisés des Africains et des personnes d'ascendance africaine à l'ONU et au sein de la société mondiale. Notre position est cependant très claire. Nous n'accepterons aucun déni de la Déclaration et du Programme d'action de Durban au nom des personnes d'ascendance africaine, et nous n'accepterons rien de moins que nos droits inaliénables et fondamentaux.

Monsieur le Président,

Alors que nous sommes réunis pour commémorer le vingtième anniversaire de l'adoption d'un éminent Programme des Nations Unies, nous ne pouvons garder le silence face aux attaques et à la diffamation dont ont fait l'objet la Déclaration et le Programme d'action de Durban au cours des 20 dernières années, lesquelles sont maintenant poussées à l'extrême.

Nous nous demandons pourquoi aucun haut responsable de l'ONU n'a pris la parole pour dénoncer la désinformation et la propagande fallacieuse qui ont visé la Déclaration et le Programme d'action de Durban avant cet anniversaire et provoqué l'absence de divers pays, dont le mien, à cette commémoration.

Nous nous demandons combien de vies auraient pu être sauvées si les résolutions de l'Assemblée générale sur l'information et les programmes de sensibilisation relatifs à la Déclaration et au Programme d'action de Durban avaient été mises en œuvre et si le contenu de la Déclaration et du Programme d'action avait été communiqué à tout le monde et partout.

Monsieur le Président,

Je termine en soulignant que mon cœur est en larmes mais qu'il sourit également, et ce en raison de l'importance que revêt le paragraphe 1 de la déclaration politique, qui réitère l'importance de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et du document final de la Conférence d'examen de Durban, adopté en 2009, ainsi que de la déclaration politique adoptée à l'occasion de son dixième anniversaire.

Nous estimons néanmoins qu'un paragraphe spécifique devrait être consacré aux réparations, qui sont déjà mentionnées dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban.

Le cœur, l'âme, l'esprit et l'essence de la Conférence mondiale contre le racisme, mais aussi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, sont les demandes de réparation. Les réparations sont tout simplement un dédommagement pour une dette contractée en raison de crimes contre l'humanité qui, sous des formes et à des degrés divers, se poursuivent au XXI^e siècle.

La Déclaration et le Programme d'action de Durban incarnent l'exigence générale des Africains disparus et contemporains.

Vingt ans après Durban, nous poursuivrons la lutte. La Déclaration et le Programme d'action de Durban ne seront pas oubliés. Les réparations seront reçues. Comme nous l'avons dit en 2001 :

**ILS NOUS ONT VOLÉS ! ILS NOUS ONT VENDUS ! ILS DOIVENT PAYER !
DES RÉPARATIONS MAINTENANT !**

Je vous remercie de votre attention.
